

On peut être très à gauche et résolument pro-Maastricht

x *Autanches de gauche*

Marie-Noëlle LIENEMANN, Jean-Luc MELENCHON, Julien DRAY



ici en jeu. L'Etat national fut une étape — un passage nécessaire —, non un butoir, mais un progrès destiné à être dépassé afin de déboucher sur un progrès supérieur.

L'Etat-nation ne fonde d'ailleurs pas notre identité « nationale » au sens où on l'entend d'une identité culturelle ou même génétique. En réalité, l'identité nationale transcende l'identité culturelle. La nation française ne s'est-elle pas constituée par la synthèse de plusieurs identités culturelles (bretonne, occitane, alsacienne, etc.) ? La nation Europe, de la même manière, s'enrichira de l'identité culturelle de ses composantes. L'Etat-nation n'est que le lieu de l'exercice de la souveraineté. Or celle-ci s'exerce là où est la citoyenneté et cette dernière ne peut se réaliser concrètement que là où est le pouvoir réel. Dans une Europe unie et forte.

C'est bien pourquoi cette nation-là devra intégrer naturellement l'étranger, l'autre, celui qui est différent. La nation des citoyens fait un pari sur l'identité universelle de la personne humaine.

Plus que jamais, dans un monde placé sous l'hégémonie d'une superpuissance, il convient de faire naître une nouvelle conception de l'équilibre planétaire. Les Etats unis d'Europe comme contrepoids aux Etats-Unis d'Amérique. Voilà la seule possibilité de donner leur véritable dimension au défi écologique et au défi démocratique. D'ouvrir la voie à une nouvelle alliance avec les pays en voie de développement. Bien sûr, Maastricht ne règle pas cela mais le rend possible.

Les Etats unis d'Europe comme contrepoids aux Etats-Unis d'Amérique

Pour nous, donc, le modèle français de 1792 n'a pas épuisé sa dynamique. Bref, nous n'avons jamais cru qu'on pouvait faire la France que nous aimons dans un seul pays... C'est notre façon d'être très à gauche.

Le rejet du traité de Maastricht au nom d'une critique anticapitaliste de la construction européenne procède d'un profond contresens. D'une façon générale, le libéralisme et le capitalisme se satisfont pleinement

de pouvoirs politiques faibles ou inexistantes qui laissent les acteurs économiques multinationaux maîtres de leurs arbitrages. Or le traité ne se contente pas de fonder un marché unique autour d'une monnaie unique. Il étend les pouvoirs politiques communautaires et pose l'objectif d'une harmonisation des droits sociaux.

C'est dans le cadre européen que nous avancerons vers la semaine de travail à 35 heures. Une formidable mutation est ainsi exigée de toute la gauche syndicale et politique : elle va devoir réorganiser son action et ses projets à l'échelle du pouvoir réel. Faut-il le regretter ? Y a-t-il une autre conclusion crédible à tirer de l'échec de la tentative que nous avons faite entre 1981 et 1983, brisée par « la contrainte extérieure » ? Sommes-nous si efficaces, nous, la gauche française, pour pouvoir penser atteindre mieux nos objectifs tout seuls plutôt qu'au coude à coude avec la social-démocratie allemande et l'ex-Parti communiste italien ? Qui pourrait s'opposer à une majorité européenne de progrès ? Pourquoi toujours imputer à d'autres la responsabilité de soumissions qui ne résultent que de notre propre frilosité ?

Pourquoi annoncer la victoire du libéralisme et la confiscation du pouvoir des citoyens avec Maastricht ? Parce que le retour en arrière nous rendrait une France socialiste, débarrassée de la V^e République ? Qui pourrait le croire ? A moins que ce ne soit pour ne pas avoir à constater la fin promise de toutes les gauches cocardières, de leurs petits clochers et de leurs chefs de village, dans un nouvel espace où les monarchies présidentielles n'existent pas, où l'on vote à la proportionnelle presque partout, où le droit de vote des immigrés s'applique ici et là ?

Ce que la gauche française ne sait pas, c'est à quel point elle est aujourd'hui en retard sur toutes les gauches en Europe sur des thèmes aussi cruciaux que le désarmement, le nucléaire, les droits civiques, l'adhésion syndicale, et qu'il va lui falloir se hisser à d'autres altitudes que celle où elle s'est cantonnée aujourd'hui. C'est la page de la petite gauche qu'il faut tourner. Et pour le PS, c'est celle d'un PS européen, transnational, qu'il faut ouvrir.

Il y a bien des façons de se sentir très français et bien des façons de se sentir très à gauche. Qu'on puisse être les deux à la fois et militer pour la ratification du traité de Maastricht n'exige aucun talent de contorsionniste.

Soyons clairs et directs : nous sommes partisans de la construction d'une véritable nation européenne. C'est notre manière d'être très français. Mais pas nationalistes. L'identité française est faite d'un double attachement : à notre sol et à une certaine universalité de nos valeurs et de notre pensée. L'Europe ne menace en rien nos liens avec nos paysages, nos cultures, nos régions, bref notre terroir. Tout au contraire elle permet à notre génie propre de s'investir dans un espace plus large.

Dans notre approche, l'identité nationale s'identifie à la citoyenneté : c'est-à-dire au pouvoir, pour tous ceux que lie un contrat social, de décider à égalité de droits et de devoirs. Si le véritable niveau auquel ce pouvoir devient réel est l'Europe, alors notre citoyenneté doit être européenne et notre nation l'est aussi. Le cri « Vive la nation » des révolutionnaires de 1789 n'exaltait aucune autre identité que celle qui venait de se fonder par l'abolition du morcellement féodal. C'est notre conception laïque de la nation qui est